

2021 : L'ANNÉE DE TOUTES LES INCERTITUDES

Vous tenez entre vos mains la 25^e édition de *L'état du Québec*. Paraissait-il y a 25 ans *Québec 1996*, la première mouture de ce qui deviendra, pour l'édition 2003, *L'Annuaire du Québec*. Cette publication est devenue, depuis 2009, *L'état du Québec*. Fruit d'une collaboration inédite entre des universitaires et des journalistes du quotidien *Le Devoir*, la première édition de l'ouvrage a pavé la voie à la publication d'une foule de dossiers marquants au cours des 25 dernières années.

La présentation de perspectives diversifiées a toujours fait partie de l'ADN de *L'état du Québec*. Se sont côtoyés dans la publication des autrices et des auteurs du milieu de la recherche et des médias, des personnalités politiques ainsi que des représentantes et des représentants du monde des affaires et de la société civile. Cette volonté de faire cohabiter les points de vue de spécialistes d'horizons variés est en parfaite cohérence avec l'action de l'Institut du Nouveau Monde (INM) : favoriser l'émergence d'une agora démocratique au sein de laquelle toutes les citoyennes et tous les citoyens peuvent participer à un débat public éclairé par les lanternes des plus éminents spécialistes.

Les personnes qui ont contribué à *L'état du Québec* au cours des 25 dernières années se comptent par centaines. Des noms comme ceux des intellectuels James K. Galbraith, Gérard Bouchard, Rachida Azdouz et Henry Mintzberg viennent à l'esprit. Les analyses de membres des médias comme Lise Bissonnette, Brian Myles, Antoine Robitaille, François Cardinal et Alec Castonguay nous ont permis de soupeser certaines orientations gouvernementales, certains choix politiques. Orientations et choix que des personnalités politiques de toutes allégeances comme Sonia LeBel, Martin Coiteux, Véronique Hivon ou encore Françoise David ont pu défendre en nos pages,

dans un format qui laisse l'espace et le temps nécessaires à la nuance et au partage d'idées complexes. Orientations et choix, aussi, que des membres de la société civile comme Alexandre Taillefer, Laure Waridel, Jacques Ménard et Hugo Séguin ont pu critiquer ou applaudir, en toute indépendance. C'est le mélange des genres et des profils qui fait la richesse de *L'état du Québec*.

Feuilleter les éditions précédentes de *L'état du Québec*, c'est aussi constater que des événements marquants ont présidé à la transformation du Québec. Que ce soit sur le plan social, politique, économique, sportif ou culturel, le recul nous permet de mesurer l'incidence de certaines décisions politiques. Une section spéciale présente en photos quelques-uns des moments incontournables de notre histoire récente. L'analyse de certaines décisions, a posteriori, aide à comprendre le retentissement qu'elles peuvent avoir eu.

UNE ÉDITION SOUS LE SIGNE DE L'IMPRÉVISIBILITÉ

Dire que l'année 2021 est imprévisible relève de l'euphémisme. Qui peut prévoir avec certitude les contrecoups de la pandémie de COVID-19 sur l'économie, l'environnement ou le vivre-ensemble ? Bien difficile d'anticiper ce dont seront faits les prochains mois.

Dans ce contexte particulier, et pour souligner le 25^e anniversaire de notre regard sur l'année québécoise, nous avons invité des spécialistes à réfléchir à la relance du Québec sous l'angle de 25 thèmes, qui vont de l'identité aux finances publiques, en passant par la lutte contre les changements climatiques, les discriminations, la mondialisation et les loisirs. Plus qu'un bilan de la gestion de la pandémie ou qu'une analyse des effets immédiats de la crise, les autrices et les auteurs nous offrent, dans ce qui se veut un exercice prospectif, leur avis sur ce à quoi pourrait ressembler le Québec – et le monde – dans l'après-COVID-19.

En plus des défis posés par la mouvance de l'actualité pour la production de ce livre, l'INM et l'industrie de l'édition n'ont pas été épargnés par l'incertitude économique des derniers mois. Comme c'est le cas chaque année, mais particulièrement en ces temps difficiles, je tiens à remercier chaleureusement nos généreux partenaires, soit notre éditeur, Del Busso, le quotidien *Le Devoir*, les Fonds de recherche du Québec et la firme Léger, d'avoir renouvelé leur engagement envers *L'état du Québec*, ainsi que le Conseil supérieur de l'éducation, la Fondation familiale Trottier, la Fondation McConnell, la Fondation Mirella et Lino Saputo et le ministère de la Santé et des Services sociaux d'avoir

répondu à notre appel en contribuant financièrement à la production de l'ouvrage. C'est grâce à leur participation que sa réalisation a été rendue possible.

UN FORMAT REVU ET AMÉLIORÉ

Nous profitons du 25^e anniversaire de *L'état du Québec* pour vous le présenter dans une nouvelle facture. Ce n'est pas une première. La publication a évolué au fil du temps, autant dans sa forme que dans son contenu.

Le format et la mise en page ont été revisités cette année pour rendre la lecture plus agréable, et, les habitués des dernières éditions l'auront remarqué, nous vous proposons une nouvelle formule : les « 20 clés pour comprendre les enjeux actuels » ont été remplacées par une table des matières en 25 thèmes, clin d'œil au 25^e anniversaire du livre. Ce qui ne change pas, toutefois, c'est la pertinence des sujets, la qualité des autrices et des auteurs, et notre souhait de présenter des perspectives diversifiées pour éclairer le débat public.

Cette édition de *L'état du Québec* offre des outils pour la réflexion sur « l'après ». Dans leurs textes, les collaboratrices et les collaborateurs posent des questions difficiles et nous ramènent parfois à la réalité, mais ce qu'ils nous apportent surtout, ce sont de formidables pistes pour imaginer le Québec de demain. J'espère que la lecture de leurs contributions sera source d'inspiration pour vous et suscitera votre engagement dans la transition, inévitable, qui nous attend. Bonne lecture!

Francis Huot
Directeur de *L'état du Québec 2021*

PARTAGER LE POUVOIR

Monsieur le Premier Ministre,

Je vous écris alors que la deuxième vague de la pandémie de COVID-19 déferle. Pour vous, comme pour tout le Québec, la réponse à cette situation exceptionnelle mobilise toutes les ressources et énergies disponibles. Cela est encore plus vrai que le défi consiste aussi, désormais, à lutter contre la fatigue (physique pour les uns, morale pour les autres) que toutes les mesures d'atténuation de la propagation engendrent.

Au printemps 2020, tout le Québec était mobilisé pour appliquer les consignes de la Santé publique. Force est de constater qu'aujourd'hui, la mobilisation s'effrite et la lassitude s'installe. Le danger n'est pourtant pas moins grand ni moins grave. D'aucuns diront que nous nous sommes habitués à vivre avec cette incertitude et ce risque qui, malgré son imprévisibilité, est moins « nouveau » qu'il ne l'était il y a à peine quelques mois. D'autres diront que les humains, êtres sociaux de nature, ne peuvent être privés encore bien longtemps de contacts avec leurs prochains. Assez de voix participent à ce concert pour que je veuille y ajouter la mienne.

En observant la situation avec la lunette de la démocratie, j'ai envie de vous faire part de quelques observations et pistes de réflexion.

Depuis des années, les gens qui défendent l'idéal de la démocratie participative, en complément à la démocratie représentative, vantent les bienfaits d'une participation accrue de la population à la prise de décision sur des enjeux collectifs. Parmi les bénéfiques, on trouve une meilleure compréhension des enjeux, l'accroissement de la cohésion sociale, l'émergence de nouvelles solutions, l'adhésion aux décisions. La démocratie participative permet aussi d'accroître la mobilisation de la population, incontournable en période de crise!

Mettre à contribution la population dans la gestion de la pandémie peut paraître contre-intuitif à première vue. Les méthodes

de gestion de crise qu'on connaît prônent souvent la création d'une cellule de crise, la détermination d'un porte-parole unique et crédible, la diffusion de messages clairs et faciles à communiquer. Consulter, élargir la palette des options et faire jouer un rôle au plus grand nombre de personnes possible ne fait pas partie des approches traditionnelles en pareille situation.

Mais.

La crise à laquelle on fait face n'est pas ordinaire. Du sprint, on est passés au marathon. Le changement de régime, du temps court au temps long, ne permet-il pas d'envisager une approche différente ? La concentration du pouvoir n'est-elle pas un frein à la mobilisation recherchée ? Les modalités de la prise de décision ne devraient-elles pas changer pour répondre à une conjoncture difficile dont les paramètres sont en constante évolution ?

Les spécialistes en management le disent : en 2020, le pouvoir s'exerce différemment. Les approches traditionnelles ne sont pas adaptées à la vitesse, à la diversité et à la complexité qui caractérisent notre monde. Les expressions « entreprise libérée », « gouvernance collaborative », « leadership partagé », qui résonnaient comme des utopies il y a à peine quelques années, sont maintenant reconnues comme des approches de gestion engageantes et efficaces. Mieux vaut s'entourer que s'isoler !

La démocratie participative arrive alors comme une partie de la réponse. Plus qu'une mode ou une idéologie, elle permet d'arrimer les aspirations de la population aux contraintes des personnes qui prennent les décisions. Elle fait ressortir l'intérêt général, plutôt que les intérêts particuliers. Elle permet l'arbitrage d'importants dilemmes, soulageant les décideurs du lourd fardeau lié à la prise de décisions aussi importantes.

Contrairement à la croyance populaire, *démocratie participative* ne rime pas qu'avec *grands rassemblements*, *manifestations* et *mouvements d'opposition*, bien que ces moyens d'expression soient nécessaires et sains en démocratie. Une foule de méthodes de participation existent et produisent des résultats impressionnants !

Différents processus délibératifs citoyens sont reconnus par plusieurs organismes publics, à l'étranger, au Canada et au Québec, pour éclairer la prise de décision publique, notamment sur des enjeux de nature électorale ou de santé publique. Le président français a convoqué une conférence de consensus sur le climat. Des assemblées citoyennes permettent de dégager des priorités pour l'élaboration de politiques publiques, et même de rédiger des constitutions, partout dans le monde !

Force est de constater aujourd’hui que les nouveaux problèmes que vous êtes appelé à résoudre ne peuvent être abordés en appliquant les recettes du passé. Partager le pouvoir, c’est aussi reconnaître que quelques personnes ne détiennent pas, à elles seules, les connaissances suffisantes pour tout régler, et ce, malgré leurs compétences. C’est avoir de l’humilité et le courage de reconnaître qu’on peut avoir besoin d’aide. À l’impossible nul n’est tenu ! Les défis que présente la gestion de la pandémie nous forcent à innover et à envisager sérieusement une nouvelle façon de gouverner qui s’appuie sur une contribution significative de la population.

L’autre défi majeur qui nous frappe déjà collectivement, la crise climatique, requiert lui aussi des approches jusqu’à présent jamais tentées. Pourquoi ne pas profiter de l’occasion que présente la pandémie pour nous exercer collectivement à une nouvelle façon de diriger ?

Tout seul, on va plus vite, ensemble, on va plus loin (comme le dit le proverbe africain).

En toute collaboration,

Julie Caron-Malenfant
Directrice générale de l’Institut du Nouveau Monde